Après trois journées de travail, de discussion et d'accords, le Cameroon Investment Forum (Cif) a refermé ses portes vendredi dernier 17 novembre 2015 à Douala, au cœur de Bonanjo. Le représentant du Premier ministre, le ministre d'Etat Laurent Esso, a officiellement mis fin à ce premier rendez-vous de la rencontre entre chercheurs d'affaires, montreurs d'opportunités et managers de l'économie nationale.

Ces derniers, à travers la voix de M. Esso, ont pris l'engagement d'accompagner tous les investisseurs qui souhaitent placer leurs capitaux au Cameroun, pour peu qu'ils soient prêts à se conformer au cadre légal d'ailleurs réformé pour leur faciliter la tâche.

Le décor est donc campé pour que les investissements croissent davantage et de manière significative. Ce d'autant plus que le marché régional, le Plan d'urgence économique mis en route en 2014 et le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi multiplient les possibilités d'investir et de fructifier sa mise. Qu'elle soit issue des efforts nationaux ou des entrepreneurs étrangers que Yaoundé appelle également à prendre le bon risque, celui du Cameroun.

Il en va de l'avenir de la société camerounaise tout entière. Car comme on l'aura noté lors des discussions publiques, les 5% de croissance annuelle moyenne des cinq dernières années, le maintien de l'inflation en dessous du cap de 3%, ne suffisent pas pour faire du Cameroun un pays émergent en 2035.

Le gouvernement a ajouté aux lois des équipements (en cours ou déjà disponibles), une politique incitative, etc. Néanmoins, il en faut plus, selon le rapport général de ce premier Cif qu'a présenté le sénateur Mbassa Dine. Des recommandations, une dizaine environ, destinées à l'autorité publique, sont sorties de la partie intellectuelle des échanges. L'on a estimé qu'il était temps de disposer d'un guichet unique des transactions foncières et de donner à chaque titre foncier la sécurité nécessaire à son exploitation comme élément de capital.

Dans ce rayon de préoccupations, l'expertise des intelligences réunies au Cif, la question des réserves foncières destinées aux projets agroindustriels a également été inscrite sur la liste des avis formulés. Auxquels on peut ajouter la promotion d'une politique des énergies renouvelables, l'association du secteur privé aux prises de décision en ce qui concerne les affaires, la mise en œuvre complète des dispositions de la loi de facilitation des investissements prise en 2013 et la disponibilité de prêts à long terme…

En dehors des réflexions, le Cif a également enfanté de quelques contrats à l'occasion des tête-à-tête entre gens du monde des affaires des secteurs de l'énergie, des infrastructures et du bâtiment. Tandis que plusieurs entreprises vantaient leur savoir-faire dans les jardins de la Maison du parti de Bonanjo qui a prêté son cadre agréable aux hôtes venus d'une trentaine de pays.

Cet ensemble harmonieux a permis au représentant du Premier ministre de conclure que ces journées ont été fructueuses, à l'image du mémorandum d'entente signé entre l'Agence de promotion des

Investissements et son alter ego marocain en vue de favoriser l'arrivée d'entreprises du royaume chérifien au Cameroun.